

# Dans l'attente d'une victoire ou de compromis ?

RD CONGO Les différents candidats d'opposition s'affichent d'ores et déjà sûrs de leur

victoire respective

► La compilation des résultats des élections se prolonge.  
► Comme s'il fallait aussi laisser du temps aux arrangements sur un partage du pouvoir.

## FAIT DU JOUR

### Les évêques disent connaître le vainqueur

La Conférence des évêques (Cenco) a affirmé jeudi connaître le vainqueur de l'élection présidentielle et demandé la « vérité » à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Le secrétaire général de la Cenco, l'abbé Donatien Nshole, a affirmé lors d'une conférence de presse à Kinshasa que « les données en sa possession, issues des procès-verbaux des bureaux de vote, consacrent le choix d'un candidat comme président de la République », sans citer le moindre nom. Il a appelé la Ceni à respecter « la vérité et la justice ». La Conférence épiscopale avait déployé quelque 40.000 observateurs lors des élections de dimanche dernier. (afp)

ANALYSE  
KINSHASA  
DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

**A** lors que la compilation des résultats des élections de dimanche dernier se prolonge en RDC, la Commission électorale (Ceni) ayant annoncé un report sine die de la proclamation des résultats, les observateurs venus au Congo pour le compte des diverses organisations régionales africaines se transforment en médiateurs... Ils multiplient les réunions avec les candidats, avec la Ceni, essayant d'éviter la conflagration que tout le monde redoute.

### Black-out total

Convoquées à l'hôtel du Fleuve, les stars des élections – seul le candidat du pouvoir Shadary avait été représenté par des émissaires – en sortent avec le sourire. Toutes semblent convaincues de leur victoire, toutes ont déjà des dégaines de président (lire ci-dessous notre rencontre avec Martin Fayulu) et sur le parking, les chauffeurs s'inclinent profondément, aussi déferents envers les uns qu'envers les autres... Cependant, chacun sait que, lorsque le résultat tombera, il n'y aura qu'un seul vainqueur, même s'il devra se montrer magnanime.

Le black-out sur les résultats étant total et obligatoire, il est

interdit de spéculer sur les chiffres qui arrivent lentement depuis les profondeurs du pays. Car internet est bloqué (voir *Le Soir* de jeudi), les SMS ne fonctionnent pas et seuls les résultats manuels comptent, c'est-à-dire ces paquets de plastique scellés qui contiennent les bulletins de vote papier portant le visage des élus. Ces paquets doivent être ouverts, dépaquetés par la centrale électorale à mesure de leur arrivée ; et les résultats doivent être collationnés.

Certes, il y a des tendances. Et sans crainte de beaucoup se tromper, on peut déjà parler d'un vote sanction, d'un désaveu à l'égard du système finissant. Et quel que soit le vainqueur, il devra tenir compte des sentiments populaires, veiller à ce que les choses changent. D'ailleurs, dans les coulisses, des têtes changent déjà, les arrogants d'hier se font plus discrets, de nouvelles équipes se profilent...

Etrangers comme nationaux, petit peuple dans les rues de Kinshasa comme grands messieurs dans les hôtels, tous insistent sur la nécessité d'éviter la violence, la revanche, l'appropriation exclusive du pouvoir.

### Tout, sauf les armes

Tirant des plans sur la comète, on rebat les cartes, on rêve d'alliances, on spéculer sur l'intransigeance de l'un, sur les

compromis auxquels pourrait souscrire le deuxième, sur le nécessaire réalisme du troisième ; et chacun assure qu'il se montrera beau joueur. Car tous savent que dans ce pays qui n'a pas oublié les années de guerre fratricide, il serait périlleux que le vainqueur, quel qu'il soit, rafle tout : il lui faudra, une fois encore, négocier, veiller à ce que le pouvoir soit quelque peu partagé.

Comme toujours au Congo, ces tours de table ne seront sans doute pas glorieux. Mais la population, qui veut le changement – plus de social, une meilleure justice, une répartition des richesses plus équitable, la fin de la corruption et des passe-droits, moins d'arrogance – sait aussi ce qu'elle ne veut pas : la seule idée du fracas des armes révolue les esprits. Sur ce point-là, il y a unanimité de vues entre les Congolais et les « médiateurs » africains qui s'entretiennent avec les uns et les autres. Et on ne peut exclure que la vérité des urnes en sortira peut-être un peu écornée. Et s'il faut attendre quelques jours de plus pour connaître la teneur de la victoire, ce n'est peut-être pas seulement pour des raisons techniques liées à la remontée des résultats, mais aussi parce qu'elle devra déjà avoir des allures de compromis. ■

COLETTE BRAECKMAN

## rencontre Martin Fayulu se voit déjà en président

KINSHASA  
DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

**I**nstallé dans son bureau, au rez-de-chaussée de son hôtel Faden House, Martin Fayulu récupère après une campagne épuisante et en tire les leçons. Même si la Ceni (Commission électorale nationale indépendante) entend bien être la seule dépositaire des secrets du vote, qu'elle ne divulguera pas avant le 6 janvier, le « soldat du peuple » ne doute pas de sa victoire et il assure que même dans les fiefs de ses adversaires politiques, comme le Maniéma, province d'origine de Shadary Ramazani – le candidat du pouvoir sortant –,

ses résultats ont surpris.

Comment analyse-il ce phénomène, où, même si rien n'est confirmé, il a probablement devancé des caciques bien implantés dans le milieu ? « Pour moi, c'est l'expérience qui fait la différence ; je suis aussi un homme qui apprend des autres. J'ai observé le parcours de Macky Sall au Sénégal et j'ai toujours su exactement ce que je voulais. Quand j'ai quitté ExxonMobil en 2003, j'ai dit à mon patron, après dix années de travail à l'étranger, que je voulais faire de la politique et que mon objectif c'était la présidence. Dans la capitale, personne ne peut me

battre, cette ville me connaît, j'y suis né, j'y ai grandi, je suis un fils de Kinshasa. »

Sa famille étant originaire de Bandundu, la province la plus proche de l'immense métropole, Martin Fayulu nous explique que son père qui travaillait chez Chanimetal, une entreprise belge, tenait beaucoup à scolariser ses enfants : « il m'a inscrit chez les Pères Xavériens où j'étais un élève assidu et c'est à vélo, le long de pistes cyclables bien tracées, que chaque jour je me rendais à l'école... En 2011, lorsque je me suis porté candidat à l'Assemblée, je voulais devenir député et un jour gouverneur de Kin-

shasa, afin de gérer cette ville comme une société privée. »

### Secteur privé

Martin Fayulu, qui a étudié l'économie à Paris et fait un MBA aux Etats-Unis, est en effet issu du secteur privé, et il a fait carrière dans la société Exxon-Mobil. C'est avec fierté qu'il évoque ses étapes professionnelles en Afrique – Côte d'Ivoire, Ethiopie, Ghana : « à chaque fois, je tentais de redresser les bilans de la société, en même temps que je gravissais les échelons hiérarchiques. Je sais comment gé-

*rer: il faut avoir des objectifs précis, une vision claire, exiger des résultats. Je sais comment faire du Congo un pays digne et prospère, doté d'un budget de 126 milliards de dollars. Atteindre la prospérité dans la dignité, on peut y arriver... A ExxonMobil aussi, c'est la qualité du management qui a fait la différence. »*

Martin Fayulu n'est pas étonné du surnom qu'on lui a donné - « soldat du peuple » : « *les gens savent que je suis au service du peuple, que je ne recherche pas mon intérêt personnel...* » Il promet, s'il est élu, une « corruption zero »...

Alors que la Ceni compile toujours les résultats venus des provinces et assure qu'avant la proclamation du résultat provisoire, aucune prévision n'est autorisée ni même pertinente, Fayulu assure qu'il a toutes les raisons de se montrer optimiste : « *on ne peut pas arrêter un raz de marée, un plébiscite...* »

## « Le leader, c'est moi »

Ravissant ses souvenirs, il insiste sur le fait qu'il n'est pas novice en politique : « *en 1990, au Zoo de Kinshasa, lorsque fut créée la société civile, j'étais déjà là et c'est ensuite que fut créée l'Union sacrée de l'opposition. L'UDPS - Union pour la Démocratie et le Progrès social, NDLR - nous a rejoints par la suite. »*

Ses succès d'aujourd'hui sont donc la conséquence d'un long engagement et d'une conviction : « *il n'y a pas de fracture Est-Ouest dans ce pays, son unité est fondamentale, les gens partagent les mêmes aspirations. Ils sont fatigués.* » Ce qu'il reproche le plus au pouvoir sortant, c'est la manière dont le pays a été géré : « *les dirigeants actuels se comportent comme une sorte de caste, comme si le Congo leur appartenait: la paupérisation est évidente. Même s'il y a du déni, nous avons assisté à un vote sanction...* »

S'il se défend d'être un novice,

Fayulu avance aussi les qualités de sa formation, le niveau de ses études et aussi le professionnalisme de son équipe : « *Mon directeur de campagne, c'est Pierre Lumbi, qui n'est pas un enfant (il fut le conseiller spécial de Joseph Kabila, NDLR), le juriste Christophe Lutundula et tant d'autres.* » Mais à ses côtés, il y a aussi, dans la coalition Lamuka, des hommes aussi puissants qu'encombrants : l'homme d'affaires Moïse Katumbi, ancien gouverneur du Katanga, qui, dans tout le pays, a mis à la dis-

position de Fayulu la force de frappe des supporters de son club de football, le TP Mazembe. Quant à l'ancien vice-président Jean-Pierre Bemba, libéré après dix années passées dans la prison de la CPI à Scheveningen, il a mis sa province de l'Equateur dans l'escarcelle de Fayulu. « *Ces personnalités doivent rentrer au Congo, leur place est ici. Mais le leader c'est moi, avec tout ce que cela comporte comme attributs: les compétences, les pratiques*

*managériales, la vision claire, le sens des responsabilités qu'il faut insuffler. Cela, je sais le faire. Mais il faut aussi l'esprit d'équipe, il n'y aura pas de leadership au rabais. Si j'étais faible, il y a longtemps que j'aurais cédé...* »

## « Un homme, un peuple »

Au cours de sa campagne, il est arrivé à Fayulu de déclarer qu'après deux ans, il mettrait son mandat en jeu, afin de refaire des élections crédibles. Aujourd'hui, il affirme qu'il ne sera pas « *un président intérimaire.* » Il n'entend pas remettre en cause la durée du mandat, « *cette élection présidentielle c'est "un homme un peuple", mais c'est aussi une équipe, et il faut honorer les engagements pris.* » La personnalité de Jean-Pierre Bemba ne l'effraie pas : « *Je le connais, je le fréquente depuis son jeune âge, nous avons joué au tennis ensemble, c'est mon frère. Certes, il a un caractère fort, mais peut-on le lui reprocher? Pas plus qu'à moi on ne peut reprocher d'être radical, ce qui veut dire refuser la corruption, être intègre...* » Visiblement, Martin Fayulu défend l'équipe qu'il formait à Genève avec Adolphe Muzito, Freddy Matungulu, Jean-Pierre Bemba, Moïse Katumbi qu'il définit comme un « *homme du monde, pas conflictuel, doté d'un réel charisme.* »

Le candidat de Lamuka refuse de s'appesantir sur le sort de Joseph Kabila : « *La Constitution a tout prévu, il sera sénateur à vie, il bénéficiera des avantages dus aux anciens chefs d'Etat. Pour moi, le maître mot, c'est "pas de revanche" sinon le calme ne reviendra jamais dans ce*

*pays. Ici, tout le monde doit être régi par la loi. Si Kabila considère qu'il est congolais, il doit pouvoir vivre dans son pays. S'il veut, comme Georges Weah, poursuivre des études à distance, il en a le droit... Quant à l'armée, elle est républicaine, elle respectera l'ordre constitutionnel et exécutera les ordres que lui donnera le président élu.* »

## « Un pays normal »

Affirmant sa détermination à lutter contre la corruption, Fayulu, issu du secteur privé, se défend de vouloir modifier une nouvelle fois le code minier au profit des sociétés multinationales : « *Nous allons nous asseoir avec les miniers et discuter avec eux. Pour moi, le maître mot, c'est gagnant-gagnant... Il ne s'agit pas de favoriser qui que ce soit. Ces gens-là sont venus investir chez nous, et sans eux nos matières premières ne seraient rien, elles dormiraient dans le sous-sol. Il faut que ces gens soient à l'aise pour investir: j'entends baisser le taux d'imposition sur les bénéfices, de 30 à 20%, ce qui permet de tout le monde de payer et l'assiette imposable grandira, car il ne faudra plus effectuer de paiements*

*en noir. En outre, si un Congolais veut entrer dans le capital d'une société, il devra amener sa contribution financière propre et non plus revendiquer 30% des parts sans aucun apport... Comme dirait François Hollande, "le Congo devra devenir un pays normal..." Il faudra qu'on se rende compte que les choses ont changé...* »

Ami personnel du Docteur Mukwege, Martin Fayulu admire « *l'homme de valeurs* » : « *Ce prix Nobel a permis de faire savoir au monde entier que le Congo est là, que dans ce pays il y a des exigences, des valeurs. Ces élections ont eu lieu dans la foulée de cette très haute distinction. Elles ont renforcé l'exigence de justice, de probité, on ne peut plus faire n'importe quoi dans ce pays... Le futur président de la République doit savoir que, tout acte qu'il posera, il le fera sous le regard d'un homme comme Mukwege, celui qui ne transige pas...* » ■

COLETTE BRAECKMAN